

Optimisation fiscale, Effort budgétaire et Croissance Économique : Analyse Empirique pour le cas du Maroc

Optimal Taxation, Fiscal Effort, and Economic Growth: An Empirical Analysis for the Case of Morocco

Azeddine YACOBI, (Doctorant - Chercheur.)

Centre des études doctorales : Droit, Economie et Gestion, Ecole Nationales de Commerce et de Gestion - TANGER, Université Abdelmalak ESSAADI

Mahmoud BELMHITOU, (Professeur D'Enseignement Supérieur.)

Centre des études doctorales : Droit, Economie et Gestion, Ecole Nationales de Commerce et de Gestion - TANGER, Université Abdelmalak ESSAADI

Abdellali FADLALLAH, (Maitre de Conférences Habilité)

Laboratoire : GESA3D, Institut National de la Statistique et d'Economie Appliquée, Maroc

Allal AMRI, (Docteur-Chercheur en Sciences Economiques)

*Centre des études doctorales : Droit, Economie et Gestion,
Université Abdelmalak ESSAADI, Maroc*

Adresse de correspondance :	Ecole Nationales de Commerce et de Gestion - TANGER, Université Abdelmalak ESSAADI Route de l'aéroport, B.P 1255, 90000 Tanger Principal – Maroc Tel : 05 39 31 34 89
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	YACOBI, A., BELMHITOU, M., FADLALLAH, A., & AMRI, A. (2025). Optimisation fiscale, Effort budgétaire et Croissance Économique : Analyse Empirique pour le cas du Maroc. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(3), 560-575. https://doi.org/10.5281/zenodo.15110395
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: February 06, 2025

Accepted: March 28, 2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 03 (2025)

Optimisation fiscale, Effort budgétaire et Croissance Économique : Analyse Empirique pour le cas du Maroc

Résumé :

La recette fiscale demeure la principale source de financement de chaque activité économique, de chaque politique de développement durable et de stratégie structurelle de cohésion sociale, particulièrement des pays en développement. En fait, la mise en place d'un système fiscal optimal, crédible et équitable, est qualifiée d'efficace pour les pays visant principalement le bien-être des citoyens, l'avantage fiscal pour l'attractivité des investisseurs et le financement soutenable de l'activité économique dans son ensemble. Ce document examine la question de la pression fiscale optimale au Maroc en utilisant notamment les deux principaux modèles économétriques suivants : le modèle de base de Scully de base, et un autre modèle augmenté d'une variable explicative du déficit budgétaire. L'analyse, menée sur des données couvrant la période 2000-2023, révèle que la pression fiscale optimale pour le Maroc se situe entre 23,05 % et 18,41 %, selon les deux modèles appliqués. Ces conclusions offrent aux décideurs politiques des orientations pour élaborer des politiques fiscales plus efficaces, réduisant la charge fiscale tout en assurant des ressources budgétaires suffisantes pour couvrir les dépenses budgétaires.

Mots-clés : pression optimale, modèle de Scully, déficit budgétaire, politiques fiscales, dépenses publiques, charges fiscales.

Classification JEL : B16, B12, B23, B41, C01, C15, C52, F15.

Type du papier : Recherche Empirique

Abstract:

Tax revenue remains the primary source of funding for every economic activity, every sustainable development policy, and every structural strategy for social cohesion, particularly in developing countries. Indeed, the establishment of an optimal, credible, and equitable tax system is considered efficient for countries primarily aiming for the well-being of citizens, fiscal advantages to attract investors, and sustainable financing of economic activity as a whole. This paper examines the issue of optimal tax pressure in Morocco, using two main econometric models: the basic Scully model and an augmented model that includes an explanatory variable for the budget deficit. The analysis, conducted on data covering the period 2000-2023, reveals that the optimal tax pressure for Morocco ranges between 18.41% and 23.05%, depending on the two models applied. These findings provide policymakers with guidance to design more effective tax policies, reducing the tax burden while ensuring sufficient budgetary resources to cover public expenditures.

Keywords: optimal pressure, Scully model, budget deficit, tax policies, public spending, tax burdens.

JEL Classification: B16, B12, B23, B41, C01, C15, C52, F15.

Paper type: Empirical research

1. Introduction

De nos jours, l'impôt demeure la principale source de financement des gouvernements, fournissant les ressources nécessaires pour soutenir les programmes de développement, garantir les fonctions régaliennes telles que l'éducation, la sécurité sociale, ainsi que d'autres services de base essentiels au bien-être des citoyens. Fondamentalement, la fiscalité est un instrument central de la politique économique, jouant un double rôle : d'une part, elle permet de mobiliser les ressources nécessaires au financement des dépenses publiques, et d'autre part, elle influence les comportements économiques des agents économiques en modulant les incitations à l'investissement, à l'épargne et au travail.

Dans ce cadre il est à noter qu'une fiscalité bien fondée favorise un environnement propice à la croissance économique, à un développement durable et à une justice sociale. À l'inverse, une pression fiscale relativement excessive peut engendrer des distorsions économiques, décourager l'initiative privée et nuire à la compétitivité d'un pays (Barro, 1990 ; Tanzi & Zee, 2000). Dès lors, la problématique de la détermination d'un niveau optimal de taxation reste un enjeu majeur pour la définition d'une politique fiscale efficace et soutenable.

L'identification de ce seuil fiscal optimal a fait l'objet de nombreuses recherches théoriques et empiriques. Une approche particulièrement influente dans ce domaine est celle de Scully (1995), qui postule l'existence d'une relation en U inversée entre la pression fiscale et la croissance économique. Selon ce modèle, il existerait un niveau d'imposition qui maximise la croissance, au-delà duquel toute augmentation du fardeau fiscal réduirait l'efficacité économique et freinerait l'expansion du PIB. Cette approche a été enrichie par Scully (2003), qui a introduit la dimension du déficit budgétaire afin d'examiner plus finement les arbitrages entre prélèvements obligatoires, endettement public et performance économique.

Dans ce cadre, il est à signaler que l'analyse des travaux empiriques basés sur ces modèles révèle que la pression fiscale optimale varie selon les contextes institutionnels et les structures économiques des pays étudiés (Facchini & Melki, 2013 ; Maestri, 2018). Toutefois, on note que la taille fiscale optimale devient de plus en plus un critère de choix gouvernemental. Ainsi, la liberté accrue de mouvements spatiaux des ménages et des entreprises s'exerce au détriment de celle des États. D'autre part, les États engagés dans le processus de libéralisation des échanges liés par leurs engagements ne disposent plus d'une liberté de leur politique fiscale.

Au Maroc, on rappelle que l'optimisation de la pression fiscale revêt une importance stratégique, notamment dans un environnement économique caractérisé par des défis multiples liés à la croissance, à l'investissement et à la soutenabilité budgétaire. Ainsi, les autorités s'efforcent d'arbitrer entre la mobilisation des ressources publiques et l'impératif d'une fiscalité incitative pour les agents économiques. Une pression fiscale excessive pourrait décourager l'initiative privée, favoriser l'évasion fiscale et renforcer l'économie informelle, tandis qu'une pression insuffisante risquerait de creuser le déficit budgétaire (Tanzi & Zee, 2000). Dans ce cadre, la mise en place d'un cadre fiscal optimal devient une priorité pour garantir un modèle de développement durable et inclusif.

Dans ce cadre, il est à rappeler que globalement les réformes récentes de la politique fiscale visent un élargissement de l'assiette fiscale, une simplification des régimes fiscaux et une meilleure répartition de la charge fiscale entre les différents acteurs économiques. Toutefois, il devient alors essentiel d'identifier un niveau de pression fiscale qui permette de maximiser la croissance économique sans entraver la compétitivité des entreprises ni alourdir la charge fiscale pesant sur le niveau des revenus des ménages. (Zidouemba, 2017). Dans ce contexte, il devient crucial d'identifier un niveau de pression fiscale qui maximise la croissance économique tout en garantissant l'équilibre budgétaire.

À partir de l'ensemble de ces éléments, la problématique centrale alors de ce travail se présente comme suit :

Peut-on déterminer la pression fiscale optimale au Maroc en s'appuyant sur le modèle de Scully (1995) et son extension intégrant le déficit budgétaire (Scully, 2003) ? Autrement dit : la pression fiscale pratiquée au Maroc se situe-t-elle au-dessus ou en dessous du seuil optimal identifié par les modèles de Scully ? Dans quelle mesure l'intégration du déficit budgétaire affecte-t-elle la détermination du taux de pression fiscale optimal pour le Maroc ?

L'objectif de cette étude est donc de déterminer le niveau maximal de la Pression fiscale au Maroc se basant sur le modèle d'optimisation fiscale de Scully (1995) », et un autre modèle de Scully augmenté (2003) du déficit budgétaire. Pour y répondre, en premier lieu, on exposera les fondements théoriques et les principales contributions empiriques sur la relation entre fiscalité et croissance. En deuxième lieu, on présentera les fondements mathématiques du modèle utilisé pour analyser la relation entre la pression fiscale, la croissance et la performance budgétaire au Maroc. Enfin, la dernière partie présente les résultats de l'estimation empirique du niveau optimal de la pression fiscale en appliquant les modèles de Scully.

2. Optimisation fiscale, croissance économique et efforts budgétaires : Synthèse de la littérature théorique et empirique

Le niveau de la pression fiscale constitue un indicateur crucial dans l'évaluation de la viabilité macroéconomique d'un pays. Il englobe l'ensemble des prélèvements fiscaux exercés sur les contribuables, qu'ils soient des individus ou des entreprises. Cette mesure intéresse vivement les acteurs économiques et les autorités publiques, en particulier dans les Pays en Voie de Développement (PVD), où elle est liée aux principales performances macroéconomiques telles que la croissance économique, l'investissement public et la répartition des ressources. La pression fiscale élevée peut refléter un fort engagement de l'État dans la fourniture de biens et de services publics, mais elle peut aussi poser des défis en matière de compétitivité économique et de bien-être des citoyens. (Gelbert, 2010)

Fondamentalement, la littérature analyse la relation entre le niveau de taxation et la performance économique d'un pays. À un niveau modéré, les recettes fiscales permettent de financer les infrastructures, l'éducation et la santé... dépenses clés du développement économique (Barro, 1990). Toutefois, au-delà d'un certain seuil, l'augmentation de la pression fiscale peut entraîner des effets désincitatifs sur l'investissement, la productivité et l'innovation, réduisant ainsi le potentiel de croissance (Tanzi & Zee, 2000). Dans ce cadre, on rappelle que selon Laffer (1981), une fiscalité trop lourde peut être contre-productive, en réduisant les bases imposables et en favorisant l'évasion fiscale. Dans ce contexte, la recherche d'un niveau optimal de taxation devient un enjeu crucial pour les décideurs publics.

Scully (1995) postule une relation en U inversée entre la pression fiscale et la croissance économique, suggérant qu'il existe un taux d'imposition optimal qui maximise la croissance à long terme. Selon ce modèle, une pression fiscale trop faible ne permet pas de financer efficacement les biens publics, tandis qu'un niveau excessif réduit les incitations à produire et à investir. Également, il a appliqué ce cadre analytique à plusieurs pays, notamment les États-Unis et certaines économies en développement, et a estimé un niveau optimal de taxation variant entre 20 % et 30 % du PIB (Scully, 2003).

Des études empiriques ultérieures ont confirmé cette tendance tout en soulignant que le seuil optimal varie selon les caractéristiques institutionnelles et structurelles de chaque pays (Facchini & Melki, 2013 ; Maestri, 2018). Une extension du modèle de Scully intègre l'impact du déficit budgétaire, soulignant que l'endettement excessif peut nuire à Long Terme à la croissance par le biais d'une hausse des taux d'intérêt et d'un effet d'éviction sur l'investissement privé (Reinhart & Rogoff, 2010).

Au Maroc, il est à noter que l'évaluation du niveau optimal de pression fiscale est également, une préoccupation majeure pour les autorités. Selon Fadlallah (2019), tout écart par rapport à

ce niveau peut avoir des conséquences significatives sur l'économie nationale. Ainsi, l'évaluation d'un niveau optimal de pression fiscale repose principalement sur l'hypothèse selon laquelle une utilisation maximale des facteurs de production dans une économie serait atteinte (Baxrox, 2021). Cela signifie que la pression fiscale devrait ne pas décourager l'activité économique, tout en fournissant des recettes suffisantes pour financer les dépenses publiques et maintenir la stabilité économique.

Plusieurs études ont analysé le niveau optimal de pression fiscale au niveau national, son évolution et ses impacts sur la croissance économique. Ces études utilisent souvent des modèles économiques complexes pour estimer les effets de différents niveaux de taxation sur divers indicateurs économiques tels que le PIB, l'investissement, l'emploi et la consommation. Cependant, il est important de noter que la détermination d'un niveau optimal de pression fiscale est souvent sujette à des débats et des controverses, en raison des nombreuses variables et des facteurs externes qui peuvent influencer l'économie marocaine. (Tounsi, 2021)

Plus spécifiquement, l'objectif ultime de ces recherches est de guider les décideurs politiques dans la conception de politiques fiscales qui favorisent la croissance économique tout en assurant une viabilité financière à long terme. Dans ce cadre, on note que selon Machti (2020), le niveau optimal veille à un équilibre budgétaire structurel, la nécessité de mobiliser des recettes publiques pour financer les dépenses gouvernementales et la nécessité de maintenir un environnement fiscal favorable à l'investissement, à l'innovation et à la création d'emplois.

En dernier lieu, il est à noter que Achy (2003) a analysé le rôle des recettes fiscales dans la stabilisation macroéconomique et il a souligné la forte dépendance des recettes budgétaires au Maroc aux taxes indirectes et peut générer des distorsions structurelles affectant plus particulièrement la compétitivité des entreprises locales. Zidouemba (2017) souligne que la taille importante du secteur informel au Maroc (qui représente 20 et 25% du PIB) réduit notamment l'efficacité de l'imposition directe et pose des défis en termes d'élargissement de l'assiette fiscale. D'autres travaux, tels que ceux de Mansour (2015), ont estimé empiriquement la pression fiscale optimale pour le Maroc en appliquant des modèles économétriques basés sur des régressions inspirées de Scully.

Les résultats suggèrent que le niveau actuel de pression fiscale oscille autour du seuil optimal, mais que des réformes sont nécessaires pour améliorer l'efficacité du système fiscal, notamment en matière de lutte contre l'évasion et l'optimisation des dépenses publiques. Enfin, une étude récente de Boughzala et Ben Aïssa (2020) sur les pays du Maghreb, incluant le Maroc, montre que l'efficacité de la fiscalité dépend largement de la qualité des institutions et de la capacité de l'État à mobiliser des ressources de manière équitable et transparente.

En dernier lieu, selon la littérature théorique et empirique, il existe un niveau optimal de pression fiscale et qui doit être déterminé en fonction des caractéristiques économiques et budgétaires propres à chaque pays. Dans le cas du Maroc, l'application du modèle de Scully permettra d'évaluer de manière plus fine le niveau de pression fiscale qui maximise la croissance tout en garantissant un effort budgétaire soutenable. Cette analyse est essentielle pour la soutenabilité des finances publiques tout en stimulant le développement économique.

3. Présentation de l'évolution de la dynamique macroéconomique et des variables retenues entre 2000 et 2023

Au niveau international, la période de 2000 à 2023 a été marquée par une dynamique de croissance économique mondiale contrastée, influencée par des événements majeurs, des transformations structurelles et des chocs exogènes. Il est à noter dans ce cadre qu'au début des années 2000, l'économie mondiale a bénéficié d'une expansion soutenue, portée par la globalisation, l'essor des technologies de l'information et de la communication (TIC), et la montée en puissance des économies émergentes, notamment la Chine et l'Inde. Ces pays ont

joué un rôle clé dans la croissance globale grâce à leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales et leur demande croissante en matières premières.

Cependant, la crise financière de 2008 a constitué un tournant majeur, entraînant une récession mondiale et un ralentissement durable de la croissance dans les économies avancées. Plus particulièrement, les politiques budgétaires d' et fiscales expansionnistes mises en place par les gouvernements et les banques centrales ont permis une reprise progressive, mais celle-ci a été inégale et marquée par une augmentation des dettes publiques et des déséquilibres économiques. Parallèlement, il est à rappeler que les économies émergentes ont continué de croître à un rythme soutenu, bien qu'avec des vulnérabilités accrues liées aux flux de capitaux et aux prix des matières premières.

La décennie 2010 a également été marquée par des défis structurels, tels que le ralentissement de la productivité dans les économies avancées, les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, et les incertitudes politiques, notamment le Brexit. La pandémie de COVID-19 en 2020 a provoqué un choc économique sans précédent, entraînant une contraction brutale du PIB mondial et une récession synchronisée. Également, les mesures de confinement et les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont exacerbé les déséquilibres, mais la réponse politique massive, combinée à la vaccination, a permis plus particulièrement, une reprise vigoureuse en 2021 et 2022.

En 2023, l'économie mondiale fait face à de nouveaux défis, notamment l'inflation persistante, le resserrement des politiques monétaires, les tensions géopolitiques (comme la guerre en Ukraine) et les préoccupations croissantes liées au changement climatique. Malgré ces obstacles, les perspectives de croissance restent modérées, avec des divergences entre les économies avancées et émergentes. La transition vers une économie plus verte et numérique offre des opportunités, mais nécessite des investissements massifs et une coordination internationale renforcée.

Il est à noter dans ce cadre qu'au même titre que Scully et autres chercheurs, notre travail déterminera le niveau d'imposition fiscale optimal veillant à la maximisation de la croissance économique du Maroc, tenant compte de l'importance de la politique fiscale dans le nouveau modèle de développement. Toutefois, notre modélisation se base sur des variables économiques clés en termes de variables de contrôle ayant une corrélation directe avec notre variable dépendante clé de notre modélisation qui couvre la période 2000 – 2023. Il s'agit principalement du taux de croissance économique comme variable à expliquer et des recettes fiscales, du solde budgétaire et variables binaires de base 2008 comme variables explicatives :

Taux de croissance économique :

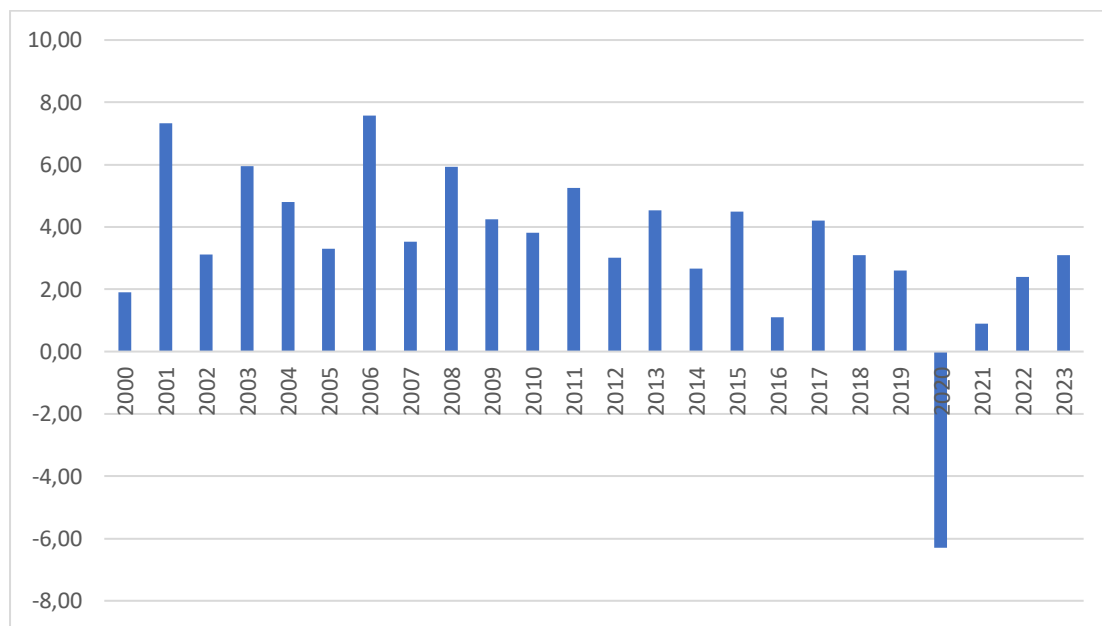
Entre 2000 et 2023, le Maroc a connu une dynamique de croissance économique caractérisée par des progrès notables, mais aussi par des défis persistants. Au début des années 2000, le pays a bénéficié d'une croissance relativement stable, portée par des réformes structurelles, une diversification économique et des investissements dans des secteurs clés tels que l'agriculture, le tourisme et les industries légères. Le lancement de grands projets infrastructurels, comme le Plan Azur pour le tourisme et le développement des zones industrielles. Cependant, la croissance marocaine est restée vulnérable aux chocs externes et aux fluctuations climatiques, en raison de la dépendance du pays à l'agriculture, un secteur sensible aux variations pluviométriques.

La crise financière mondiale de 2008 a eu un impact modéré sur l'économie marocaine, grâce à la résilience du secteur bancaire et à une demande interne relativement stable. Néanmoins, les années qui ont suivi ont été marquées par un ralentissement de la croissance, exacerbé par les printemps arabes en 2011, qui ont poussé le gouvernement à accélérer les réformes politiques et sociales pour répondre aux demandes de la population. Durant la décennie 2010, le Maroc a poursuivi ses efforts de modernisation économique, avec des initiatives telles que le Plan

d'Accélération Industrielle (PAI) et le développement des énergies renouvelables, notamment les projets solaires et éoliens de grande envergure comme Noor Ouarzazate. Le pays a également renforcé son positionnement en tant que hub régional pour le commerce et l'investissement, grâce à des infrastructures stratégiques comme le port Tanger Med.

La pandémie de COVID-19 en 2020 a durement frappé l'économie marocaine, entraînant une contraction du PIB et affectant des secteurs clés comme le tourisme et les transferts des MRE. Le gouvernement a réagi par des mesures de soutien économique et social, mais la reprise en 2021 et 2022 a été inégale, avec des secteurs comme le tourisme peinant à retrouver leur niveau d'avant-crise. En 2023, le Maroc fait face à de nouveaux défis, notamment l'inflation importée due à la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires, ainsi qu'aux conséquences de la guerre en Ukraine.

Figure 1: Croissance du Produit intérieur brut en volume entre 2000 et 2023



Source : Ministère d'Economie et des Finances

Solde Primaire : Le solde primaire reflète la situation budgétaire d'une période donnée, en excluant les paiements des intérêts liés à l'encours de la dette sur cette même période. Un solde primaire négatif indique un déficit primaire, tandis qu'un solde positif traduit un excédent primaire. Ce solde constitue un indicateur clé de l'équilibre budgétaire réel d'une entité à un instant donné, en neutralisant l'impact des charges d'intérêts découlant des déficits accumulés par le passé.

Entre 2000 et 2023, la dynamique du solde budgétaire au Maroc a été marquée par des fluctuations importantes, reflétant à la fois les performances économiques du pays, les politiques publiques mises en œuvre et les chocs externes. Au début des années 2000, le Maroc a maintenu un certain équilibre budgétaire, grâce à des réformes fiscales et à une gestion prudente des dépenses publiques. Cependant, la dépendance aux recettes agricoles, soumises aux aléas climatiques, et la nécessité de financer des projets d'infrastructure ont souvent pesé sur les finances publiques.

La crise financière mondiale de 2008 a eu un impact modéré sur le solde budgétaire marocain, mais a mis en lumière les vulnérabilités structurelles de l'économie. Le gouvernement a réagi en augmentant les dépenses publiques pour stimuler la croissance, ce qui a entraîné une détérioration du déficit budgétaire. Cette tendance s'est accentuée après les printemps arabes de

2011, lorsque les autorités ont accru les dépenses sociales et les subventions pour répondre aux demandes populaires, creusant davantage le déficit.

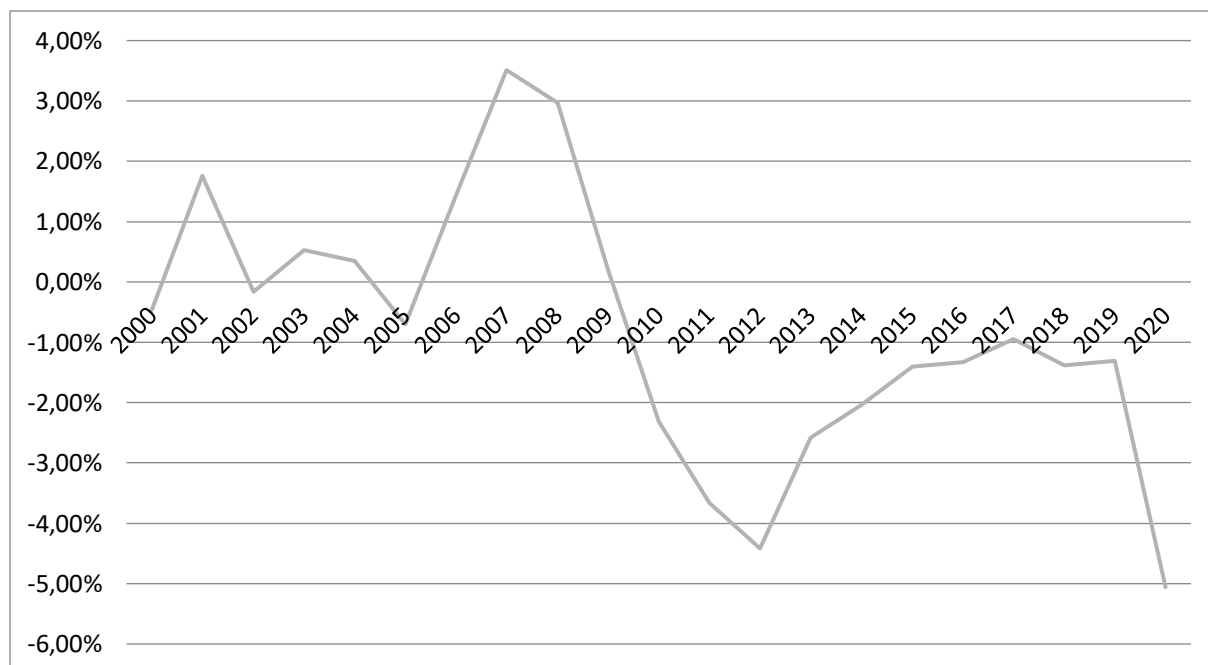
Durant la décennie 2010, le Maroc a engagé des réformes pour rationaliser les dépenses publiques et améliorer la collecte des recettes, notamment grâce à la réforme de la fiscalité et à la réduction des subventions aux produits énergétiques. Ces mesures ont permis de réduire progressivement le déficit budgétaire, bien que celui-ci soit resté élevé en raison des investissements massifs dans les infrastructures et des dépenses sociales. Le lancement de grands projets, tels que le port Tanger Med et les centrales solaires de Noor, a nécessité des financements importants, contribuant à maintenir une pression sur les finances publiques.

La pandémie de COVID-19 en 2020 a provoqué une détérioration brutale du solde budgétaire, avec une baisse des recettes fiscales due au ralentissement économique et une augmentation des dépenses pour soutenir les ménages et les entreprises. Le déficit budgétaire a atteint des niveaux record, nécessitant un recours accru à l'endettement. En 2021 et 2022, la reprise économique progressive a permis une amélioration relative du solde budgétaire, mais celui-ci est resté déficitaire en raison des besoins persistants de relance et des dépenses sociales.

En 2023, le Maroc continue de faire face à des défis budgétaires importants, notamment l'inflation importée, la hausse des coûts de l'énergie et les conséquences de la guerre en Ukraine. Le gouvernement doit concilier la nécessité de soutenir la croissance et de réduire les inégalités sociales avec l'impératif de maîtriser le déficit budgétaire et la dette publique. La mise en œuvre du Nouveau Modèle de Développement, visant à promouvoir une croissance inclusive et durable, représente à la fois une opportunité et un défi pour les finances publiques.

Globalement, la période 2000-2023 illustre une gestion budgétaire marocaine oscillant entre efforts de consolidation et nécessité de répondre aux chocs économiques et sociaux, avec un solde budgétaire souvent déficitaire mais relativement maîtrisé dans un contexte de fortes contraintes.

Figure 2: Solde budgétaire (en% de PIB)



Source : Ministère d'Economie et des Finances

La variable indicatrice D2008, définie comme égale à 1 si l'année est 2008 et à 0 sinon, est importante pour capturer les éventuels changements de dynamique économique associés à cette période spécifique. En examinant les données économiques et en les segmentant en fonction de cette variable, les chercheurs peuvent mieux comprendre les tendances et les

événements qui ont façonné l'économie mondiale à cette époque. Cela permet une analyse plus précise des facteurs qui ont influencé la croissance économique, les fluctuations des marchés financiers et d'autres aspects de l'économie mondiale.

4. Cadre mathématique de la taxation optimale

La littérature empirique de la détermination d'un niveau optimal des recettes fiscales était largement enrichie par liaison avec la courbe de Laffer (1981), les modèles de Scully (1995, 2003) pour déterminer un niveau de pression fiscale optimal veillant à une maximisation la croissance économique. Les modèles de Scully (1996) impliquent l'estimation d'équations sous forme quadratique, reposant sur l'hypothèse d'une courbe en cloche.

Ainsi, en modélisant la relation entre le taux de pression fiscale et la croissance économique par une fonction polynôme du second degré, il a essayé de capturer cette dynamique complexe. Selon cette perspective, on s'attend à ce que le niveau de la pression ait un effet positif sur la dynamique macroéconomique jusqu'à un certain seuil, au-delà duquel cet effet devient négatif. Cette méthodologie permet d'analyser de manière plus fine et nuancée l'effet structurel de l'impact structurel de l'impôt sur la dynamique économique, en tenant compte des effets non linéaires qui peuvent se manifester dans la relation entre les deux variables.

Plus particulièrement, cette modélisation permet de mieux appréhender les différentes périodicités de l'effet de la pression fiscale sur la croissance, en identifiant un point critique où l'effet de la fiscalité sur la croissance change de signe. Cette approche offre donc une perspective plus fine sur la façon dont la fiscalité peut influencer la dynamique économique, ce qui peut avoir des impacts majeurs pour l'élaboration des politiques fiscales visant à viabiliser le cadre macroéconomique tout en assurant la soutenabilité budgétaire.

En s'inspirant des différents travaux empiriques testant cette relation, notre modélisation du niveau de pression fiscale optimal sera réalisée à l'aide du modèle de Scully (1995 – 2003) avec une fonction Cobb Douglas, en utilisant deux spécifications distinctes. La première impliquera l'utilisation du modèle standard, tandis que la seconde intégrera le déficit budgétaire dans notre analyse. En fait, il a développé, suite aux différents tests, un modèle à travers lequel il estime un niveau de pression fiscale optimal aboutissant à une maximisation la croissance économique. Dans ce cadre, on rappelle qu'afin de développer son modèle, Scully part d'une hypothèse fondamentale qui suppose, l'existence de deux secteurs dans une économie: un secteur public et un autre privé. Plus particulièrement, Il considère le secteur public comme étant un secteur producteur des services et biens à but non lucratif. Ces derniers sont financés essentiellement par les ressources de nature fiscales collectées par le gouvernement.

Cependant, il prévoit que ces financements sont, bien soumis à la contrainte d'équilibre budgétaire qui désigne par $G = \tau Y$; dont G symbolise les dépenses budgétaires (Consommation Publique), Y le stock du produit national brut et τ le taux de pression fiscale. Quant au secteur privé, il fournit, à son tour, une production de biens et services privés, qui, en la combinant à la production publique détermineront la production nationale.

Alors, en reliant la production nationale aux recettes globales (représentées en % du PIB ou pression fiscale), l'estimation de Scully se base sur une fonction Cobb-Douglas de la forme suivante :

$$Y_t = a(G_{t-1})^b[(1 - \beta_{t-1})Y_{t-1}]^c \quad (1)$$

Avec a , b et c des paramètres positifs où $b, c < 1$ et $b+c \leq 1$ et t : l'année

En tenant compte de la contrainte budgétaire, la fonction se transforme en ce qui suit :

$$Y_t = a(\beta_{t-1} Y_{t-1})^b[(1 - \beta_{t-1})Y_{t-1}]^c \quad (2)$$

En logarithme, les précédentes fonctions deviennent :

$$\ln(Y_t) = \ln(a) + b \ln(G_{t-1}) + c \ln[(1 - \beta_{t-1})Y_{t-1}] + \varepsilon \quad (3)$$

$$\ln(Y_t) = \ln(a) + b \ln(\beta_{t-1} Y_{t-1}) + c \ln[(1 - \beta_{t-1})Y_{t-1}] + \varepsilon \quad (4)$$

Conséquemment, l'obtention du taux de pression fiscale optimal implique l'annulation de la dérivée première de la précédente équation (4) et après simplification. Ainsi, le taux de pression fiscal s'écrit comme suit :

$$\beta^* = \frac{b}{b+c} \quad (5)$$

Il est à signaler que le modèle de Scully de base est un modèle économique qui repose principalement sur l'hypothèse d'un équilibre budgétaire. Toutefois, dans la réalité, tous les pays ne disposent pas de cet équilibre, et même s'il existe, il est rare et ne se produit pas souvent, surtout dans les pays en développement. C'est pour cette raison que Hussain et al.(2015) ont intégré le déficit budgétaire dans la modélisation du niveau optimal des recettes fiscales. En effet l'incorporation du déficit tient compte principalement des spécificités structurelles des pays qui ne disposent pas d'un équilibre budgétaire d'une part et rend la modélisation plus réaliste et adoptée à la diversité des situations des différents pays d'autre part.

En supposant que la croissance économique dépend de la part relative du revenu national dépensée par le gouvernement et le secteur privé, les dépenses publiques de la période précédente sont considérées comme déterminantes pour la production de la période en cours. La part du secteur privé est calculée en multipliant $(1-\tau-\theta)$ par le niveau du produit intérieur brut de cette période. Les autres déterminants de la croissance économique tels que l'emploi et la productivité sont supposés nuls. Hussain et al.(2015) ont formulé alors mathématiquement cette relation par une fonction Cobb Douglass avec un rendement d'échelle constant :

$$Y_t = A(\beta Y_{t-1})^\alpha (\theta Y_{t-1})^\beta [(1-\beta-\theta)Y_{t-1}]^\gamma \quad (6)$$

Avec :

- Y_t : le produit intérieur brut de la période en cour ;
- Y_{t-1} : produit intérieur brut de la période précédente ;
- τ : le niveau de pression fiscale (Recettes fiscales/PIB) ;
- θ : Solde budgétaire rapporté au PIB ;
- A : Productivité totale des facteurs ;

α , β et γ représente respectivement la part des impôts, du solde budgétaire et du secteur privée dans la production totale. Ils définissent le taux de croissance, alors, comme suit :

$$g = \frac{Y_t - Y_{t-1}}{Y_{t-1}} \quad (7)$$

Avec g le taux de croissance, le réarrangement de l'équation leur permet d'obtenir :

$$1 + g = \frac{Y_t}{Y_{t-1}}$$

En remplaçant l'équation (6) dans l'équation (7) et après réarrangement, ils ont obtenu l'équation suivante :

$$1 + g = \frac{Y_t}{Y_{t-1}} = A(\beta Y_{t-1})^\alpha (\theta Y_{t-1})^\beta [(1-\beta-\theta)Y_{t-1}]^{\gamma-1} \quad (8)$$

En réaménageant l'équation (8), ils ont obtenu :

$$1 + g = \frac{Y_t}{Y_{t-1}} = A(\beta)^\alpha (\theta)^\beta (1-\beta-\theta)^\gamma (Y_{t-1})^{\alpha+\beta+\gamma-1}$$

Ils définissent le terme $(\alpha+\beta+\gamma)=1$, l'équation s'écrit comme suit :

$$1 + g = \frac{Y_t}{Y_{t-1}} = A(\beta)^\alpha (\theta)^\beta (1-\beta-\theta)^\gamma (Y_{t-1})^{1-1}$$

En réaménageant l'équation (8), ils ont obtenu :

$$1 + g = \frac{Y_t}{Y_{t-1}} = A(\beta)^\alpha (\theta)^\beta (1-\beta-\theta)^\gamma$$

En logarithme, la précédente fonction d'une part et d'une autre devienne :

$$\ln(1 + g) = \ln\left(\frac{Y_t}{Y_{t-1}}\right) = \ln(A) + \alpha \ln(\beta) + \beta \ln(\theta) + \gamma \ln(1-\beta-\theta) \quad (9)$$

Afin de quantifier le niveau de pression optimale qui optimise la croissance, Husnain et al. (2015) ont dérivé l'équation par rapport au taux d'imposition et égalisé cette dérivée à zéro. Après réarrangement, le taux d'imposition s'écrit alors comme suit :

$$\beta^* = \frac{\alpha(1-\theta)}{(\alpha+\gamma)} \quad (10)$$

5. Cadre économétrique du modèle

La modélisation économétrique conçoit des représentations mathématiques formalisées visant à analyser les relations récurrentes entre différentes variables économiques. Plus particulièrement elle se présente comme un outil indispensable pour les économistes, en combinant des théories fondamentales, des analyses numériques et des inférences statistiques pour examiner les postulats économiques. En d'autres termes, elle permet de traduire des modèles théoriques en instruments pratiques, utilisables pour élaborer des réformes budgétaires. L'objectif principal de l'économétrie alors, est de transformer des propositions qualitatives sous forme littéraire en énoncés quantitatifs. Dans ce cadre, il est à signaler que fondamentalement l'économétrie se divise en deux grandes en deux principales typologie :

- L'économétrie théorique se concentre sur le développement et la validation des méthodes, des techniques et des modèles mathématiques et statistiques utilisés pour analyser les données économiques. Elle vise à établir des fondements rigoureux pour les outils économétriques en explorant leurs propriétés théoriques, telles que la convergence, la robustesse, l'efficacité et les conditions d'application. Les chercheurs en économétrie théorique travaillent souvent sur des problèmes abstraits, comme l'amélioration des estimateurs, la résolution de problèmes de spécification de modèles, ou l'étude des propriétés asymptotiques des méthodes statistiques. Leur objectif est de fournir des outils fiables et généralisables pour l'analyse économique.
- L'économétrie appliquée, en revanche, utilise les méthodes et les modèles développés par l'économétrie théorique pour étudier des problèmes économiques concrets. Elle se focalise sur l'application pratique de ces outils à des données réelles, afin de tester des hypothèses économiques, d'évaluer des politiques publiques, de prévoir des tendances ou d'analyser des relations entre variables économiques. Les économètres appliqués travaillent souvent avec des données empiriques, qu'elles soient microéconomiques (individus, entreprises) ou macroéconomiques (pays, régions), et doivent tenir compte des spécificités des données, comme les biais, les erreurs de mesure ou les problèmes de causalité.

Cependant, il est à noter que certaines caractéristiques des données macroéconomiques rendent complexe le choix des méthodes opérationnelles, le traitement inférentiel, ainsi que la testabilité conjoncturelle et structurelle des modèles. Contrairement aux recherches empiriques en sciences physiques, les économètres globalement ont rarement la possibilité de mener des expériences contrôlées où une seule variable est modifiée pour mesurer précisément l'effet de ce changement.

Plus spécifiquement, pour nos études, nos évaluations empiriques doivent estimer les relations à partir de données provenant principalement de systèmes comportementaux ou d'équations interconnectées, dans lesquels toutes les variables sélectionnées peuvent évoluer simultanément. Cette particularité est essentielle pour une analyse approfondie de la nature des bases de données, des statistiques collectées ou des séries temporelles disponibles de nature budgétaire, afin d'identifier avec précision les paramètres des modèles.

Ainsi, en économétrie, la régression linéaire multiple est un modèle mathématique qui étend la régression linéaire simple. Elle permet d'étudier l'impact des chocs endogènes liés aux variations de différentes variables exogènes. Autrement dit, la régression multiple est une

méthode appliquée aux séries temporelles pour quantifier la relation entre une variable dépendante (endogène) et plusieurs variables indépendantes (exogènes). Par définition, l'analyse d'un événement révèle la multiplicité des facteurs qui contribuent à son apparition. La régression multiple permet de modéliser cette complexité en intégrant les valeurs de plusieurs variables indépendantes pour prédire celle d'une variable dépendante. Lorsqu'un échantillon est disponible, cette méthode offre un cadre efficace pour estimer les relations entre les variables et identifier les influences respectives des facteurs explicatifs ($Y_i, X_{i1}, \dots, X_{ip}$) $i \in \{1, n\}$, on cherche à analyser, avec minimisation des erreurs, les valeurs de Y_i (variable à expliquer), à partir d'une série de variables exogènes $X_{i1}, \dots, X_{ip}$.

Plus particulièrement, le modèle à estimer en fonction principalement de variables aléatoires, prend la forme suivante :

$$Y_i = a_0 + a_1 X_{i1} + a_2 X_{i2} + \dots + a_p X_{ip} + \varepsilon_i, i = 1, \dots, n \quad Y_i, X_{i1}, \dots, X_{ip}$$

où ε_i est l'erreur du modèle qui regroupe l'information cachée dans la spécification mathématique linéaire des valeurs de Y_i produits à partir le combinaison de Long Terme des $X_{i1}, \dots, X_{ip}$ (difficulté de spécifications, informations omises, etc.). Les paramètres $a_0, a_1, \dots, a_p$ sont les coefficients à estimer.

6. Résultats et discussion des estimations

L'évolution historique de la pression fiscale au Maroc a donné naissance à la constitution de plusieurs mesures quantitatives fiscales et règles juridiques qui régissent le domaine des finances publiques pour constituer un système fiscal moderne par la suite, comparable à ceux en vigueur dans les pays développés, et à l'économie libérale. En effet c'est l'évolution du système fiscal national tout au long du 20ème siècle sous la pression de contraintes budgétaires, qui a permis l'instauration des premiers impôts modernes.

Selon la définition préconisée par l'OCDE (organisation de la coopération et de développement économique), la pression fiscale définit l'importance relative d'un impôt ou d'un groupe d'impôts dans l'économie nationale, la pression fiscale dépend des grandeurs macroéconomiques, la pression fiscale permet de mesurer l'emprise de l'Etat sur les contribuables, aussi elle reflète le cout de fonctionnement de l'Etat à la charge de ses citoyens. En effet la pression fiscale est mesurée par l'ensemble des recettes fiscales, ces dernières désignent les recettes provenant des impôts sur le revenu et sur les bénéfices, des cotisations de sécurité sociale, des taxes prélevées sur les biens et services, des prélèvements sur les salaires, des impôts sur le patrimoine et des droits de mutation, ainsi que d'autres impôts et taxes. Alors on peut mesurer le taux de pression fiscale comme le rapport entre les recettes fiscales et le Produit Intérieur Brut.

La pression fiscale donc revêt une importance capitale dans la réflexion des acteurs économiques. Son suivi et son évolution sont étroitement surveillés, surtout dans les Pays en Voie de Développement, en raison de son lien direct avec les principales performances macroéconomiques. Cependant, il n'existe pas encore de consensus concernant son identification, son approche de détermination et d'analyse.

On rappelle que l'objectif principale de notre en se basant sur le modèle de modèle de Scully(2003) et le modèle de Husain and al. (2005). Il est à noter également que notre modélisation économétrique tient compte d'une spécification qui porte essentiellement sur la prise en comptes des variables de contrôle (W).

En fait, notre modélisation, se déroulera en deux phases. Dans un premier temps, nous utiliserons le modèle basique de Scully pour estimer le taux de pression fiscale optimal. Ensuite, dans un deuxième temps, nous intégrerons le déficit budgétaire dans la spécification de notre modèle de base pour tenir compte de la spécificité du déséquilibre budgétaire.

Par suite, notre modèle économétrique s'écrit comme suit :

$$\ln(PIB_t) = \ln(a) + b \ln(\beta_{t-1} PIB_{t-1}) + c \ln[(1 - \beta_{t-1}) PIB_{t-1}] + \varepsilon$$

Partant de cette équation, et dans le but de calculer le taux optimal, nous allons amorcer notre modélisation par la détermination des coefficients relevant de l'équation.

Tableau 1: Estimation du taux de pression fiscale optimal (modèle de base)

Variables explicatives	Coefficient	t value	p value
Constante	0,528	29,63	2,213*10 ⁻⁶
$\ln(\beta_{t-1} PIB_{t-1})$	0,237	89,61	2,213*10 ⁻⁶
$\ln[(1 - \beta_{t-1}) PIB_{t-1}]$	0,791	230,81	2,213*10 ⁻⁶
Test F	3,491*10 ⁵		2*10 ⁻⁶ ***
R ²	0.889		
Durbin-Watson	1,565		

Source : Calculs des auteurs

Le R² ajusté de 0.889 indique que le modèle explique environ 88,9 % de la variabilité des données, ce qui suggère une très bonne adéquation du modèle aux données observées. Cela signifie que les variables indépendantes du modèle sont fortement corrélées avec la variable dépendante, et que le modèle est capable de capturer une grande partie de la variance totale. Le coefficient de Durbin-Watson de 1.565 est proche de 2, ce qui indique une faible autocorrélation des résidus. Cela suggère que les erreurs du modèle ne sont pas fortement corrélées entre elles, ce qui est une condition importante pour la validité des tests statistiques et des intervalles de confiance. Cependant, une valeur légèrement inférieure à 2 pourrait indiquer une légère autocorrélation positive, mais elle reste dans une plage généralement acceptable pour la plupart des applications pratiques.

Enfin, le test F avec une valeur de 3,491*10⁵ est extrêmement élevé, ce qui indique que le modèle dans son ensemble est statistiquement significatif. Cela signifie que les variables indépendantes, prises collectivement, ont un impact significatif sur la variable dépendante. La valeur très élevée du test F renforce la conclusion que le modèle est robuste et que les résultats ne sont pas dus au hasard. Globalement, ces indicateurs suggèrent que le modèle est bien spécifié, qu'il explique une grande partie de la variance des données, et que les résultats sont statistiquement significatifs.

D'après les résultats obtenus, notre équation prend la forme suivante :

$$\ln(PIB_t) = 0,528 + 0,237 \ln(\beta_{t-1} PIB_{t-1}) + 0,791 \ln[(1 - \beta_{t-1}) PIB_{t-1}] + \varepsilon$$

A cet égard, nous allons déduire notre taux de pression fiscale optimal et qui s'affiche comme suit :

$$\beta^* = \frac{0.237}{0.237+0.791}, \beta^* = 0.2305 = 23,05\%$$

Globalement, notre modèle est jugé globalement significatif et s'adapte aux données, le taux de pression fiscale optimal au Maroc pour les données 2000 – 2023 est de 23,05%. Autrement dit, un taux de pression fiscale de 23,05% permet au Maroc une maximisation de sa croissance. Ce taux est inférieur au taux réellement moyen entre 2000 et 2023, qui est également de 23,56% du PIB. Ces résultats confirment l'hypothèse selon laquelle une taxation excessive et non optimale a un positif négatif sur la croissance économique.

Après avoir estimé le taux de pression fiscale optimal pour notre pays d'étude à l'aide du modèle de base de Scully. Cependant, nous avons conscience que cette estimation ne prend en compte les spécificités liées au déficit budgétaire, qui peut influencer de manière significative la pression fiscale optimale. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'intégrer le déficit budgétaire afin de mesurer et de mieux appréhender son impact sur la détermination du taux de pression fiscale optimal. La modélisation s'écrit comme suit :

$$\ln(Y_t / Y_{t-1}) = \ln(A) + \alpha \ln(\beta) + \beta \ln(\theta) + \gamma \ln(1 - \beta - \theta)$$

Tableau 2: Estimation du taux de pression fiscale optimal (modèle avec intégration du solde budgétaire)

Variables explicatives	Coefficient	t value	p value
Constante	-1,231	-2,456	0,0251
$\ln(\beta)$	-0,531	-2,639	0,019
$\ln(\theta)$	-0,384	-2,413	0,0216
$(1 - \beta - \theta)$	-1,245	-2,345	0,0336
Test F	5,217		0,011
R ²	0,5231		
Durbin-Watson	2,365		

Source : Calculs de l'auteur

Depuis les résultats obtenus, notre équation prend la forme suivante :

$$\ln (PIB_t / PIB_{t-1}) = -1,321 - 0,531 \ln(\beta) - 0,051 \ln(\theta) - 1,245 \gamma \ln(1 - \beta - \theta)$$

A cet égard, et en appliquant l'équation ci-dessus, nous allons déduire, avec un déficit moyen de 3.475% sur la période 2000-2022, notre taux de pression optimal et qui s'affiche comme suit

$$\beta^* = \frac{-0.531 \cdot (1 - 0.384)}{-0.531 - 1.245}, \beta^* = 0.1841 = 18,41\%$$

Ainsi, et après la prise en considération de l'effet du déficit budgétaire dans notre modèle de pression fiscale, nous avons obtenus un nouveau résultat qui expose un taux de pression fiscale optimal de 18,41 %. Partant des présentes estimations, nous soulevons que le taux de pression fiscale optimal se tient entre 18,41 et 23,37% en tenant compte du déficit budgétaire. Ainsi, l'analyse de pression fiscale optimale entre 2000 et 2023 reflète les transformations économiques et les réformes structurelles engagées. Au début des années 2000, la pression fiscale oscillait autour de 20 %, période marquée par une transition pour élargir l'assiette et les défis d'une forte informalité et des difficultés de mobiliser les ressources nécessaires pour financer les dépenses publiques.

À partir de la fin des années 2000, le Maroc a engagé une série de réformes fiscales visant à moderniser son système et à renforcer les recettes de l'État. Ces réformes ont inclus la simplification des procédures, la lutte contre l'évasion fiscale et l'élargissement de la base imposable. Ainsi, la réforme de la TVA et l'impôt sur les sociétés, a contribué à une augmentation de la pression fiscale. Entre 2010 et 2015, celle-ci a atteint environ 25 % du PIB, reflétant une amélioration de la collecte et une meilleure formalisation de l'économie.

La période post-2015 a été marquée par des efforts accrus pour financer les politiques sociales, notamment dans le cadre de la Vision 2020 et du Nouveau Modèle de Développement. La pression fiscale a continué de croître, atteignant près de 28 % du PIB en 2020. Cependant, cette augmentation s'est accompagnée de débats sur la charge fiscale supportée par les ménages et les entreprises, ainsi que sur la nécessité d'une meilleure redistribution des richesses.

Tableau 3 : Evolution des recettes fiscales dans les pays partenaires

Pays	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
États-Unis	23.37	23.76	23.92	25.48	25.88	26.22	25.88	26.79	24.89	24.97	25.54
Turquie	24.65	25.71	24.76	25.16	24.46	24.96	25.13	24.68	23.98	23.10	23.86
Espagne	31.28	31.19	32.37	33.12	33.89	33.84	33.60	33.87	34.66	34.68	36.62
Moyenne OCDE	31.60	31.93	32.41	32.67	32.89	32.94	33.59	33.37	33.49	33.42	33.51
Royaume-Uni	32.05	32.86	32.12	31.95	31.66	31.84	32.43	32.87	32.89	32.72	32.77
France	42.15	43.33	44.36	45.37	45.45	45.28	45.37	46.07	45.88	44.88	45.43
Maroc	22,1	22,6	23,4	21,9	22,8	22,7	23,0	24,0	22,1	23,2	21,6

Source : Calculer nos propres soins

En 2023, la pression fiscale se situe es de 28,51 % du PIB reflétant les avancées de mobilisation des ressources, avec l'efficacité du système fiscal, la lutte contre les inégalités et l'instauration d'une croissance inclusive. Les autorités continuent donc de chercher un équilibre entre la

nécessité de financer les priorités nationales et la réduction de la pression sur les contribuables. En revanche, comparativement à d'autres pays développés tels que la France (44.88%), Danemark (46.6%), la moyenne de l'OCDE (33.51%), la pression fiscale reste soutenue et modérée veillant ainsi aux missions fondamentales assignées à l'impôt.

7. Conclusion

De nos jours, l'importance d'analyse du niveau optimal de la pression fiscale demeure une préoccupation majeure pour tous les agents économiques. Ainsi, le suivi de son évolution attire constamment les réflexions des gouvernements, en particulier dans les Pays en Voie de Développement en raison de son lien direct avec les principales performances macroéconomiques. Ainsi, l'analyse approfondie du niveau optimal de la pression fiscale et de ses implications permet de guider les décisions stratégiques visant à promouvoir un développement économique durable et équilibré. L'objectif de ce travail alors est d'évaluer le niveau de pression fiscale du Maroc en utilisant l'approche et les modèles de Scully afin de déterminer dans quelle mesure le pays parvient à mobiliser ses ressources financières.

Dans le contexte marocain, l'analyse des données de la période 2000–2023 révèle que le taux de pression fiscale optimal, selon le modèle de Scully simple, s'établit à 23,37 %. Ce taux correspond à un équilibre où la fiscalité soutient la maximisation de la croissance économique. Cependant, lorsque le modèle de Scully intègre des variables supplémentaires, telles que le solde budgétaire, ce taux optimal diminue à 18,41 %. Ces résultats suggèrent que le niveau de pression fiscale doit être ajusté en fonction des spécificités macroéconomiques et des contraintes budgétaires du pays.

Il est important de noter que tout dépassement du seuil de 23,37 % aurait des effets contre-productifs, entraînant une réduction de la croissance économique. En effet, une pression fiscale excessive pourrait décourager l'investissement, limiter la consommation des ménages et freiner l'activité économique globale. Par conséquent, les décideurs politiques doivent veiller à maintenir un équilibre délicat entre la nécessité de générer des recettes fiscales suffisantes et celle de préserver un environnement économique favorable à la croissance.

Une réforme fiscale visant à rééquilibrer la répartition de la charge fiscale entre les entreprises et les ménages, tout en renforçant l'équité dans la taxation des revenus, pourrait s'avérer nécessaire pour optimiser les recettes publiques sans compromettre le bien-être économique des citoyens. Une telle réforme permettrait de concilier les impératifs de justice sociale et d'efficacité économique, en veillant à ce que la fiscalité ne devienne pas un frein à la croissance ou à la consommation des ménages. Globalement, ces résultats prouvent l'importance d'une politique fiscale prudente et réfléchie, adaptée aux réalités économiques du Maroc. Les perspectives de ce travail portent sur la nécessité d'une étude empirique prospective d'une réforme bien calibrée, en se basant sur les seuils identifiés selon le modèle retenu, et qui pourrait non seulement stimuler la croissance, mais aussi renforcer la résilience économique du pays face aux défis futurs.

References:

- (1). Angour, N., & Chafiq, A. (2018). Evaluation du potentiel fiscal au maroc. DEPF Policy Brief, N°6.
- (2). Barro, R. J. (1990). "Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth." *Journal of Political Economy*, 98(5), S103-S125.
- (3). Bird, R. M., & Zolt, E. M. (2005), *Redistribution via Taxation: The Limited Role of the Tax System in Developing Countries*. *UCLA Law Review*, 53(4), 1065-1138.

- (4). Chari, V. V. and P. J. Kehoe, (1999), Optimal fiscal and monetary policy, Handbook of Macroeconomics, n°35, pp 2165-178, Elsevier.
- (5). Doghmi H, (2020) ; La capacité de mobilisation des recettes fiscales au Maroc, Annales de Bank Al MAGHRIB (BAM)
- (6). Facchini, F., & Melki, M. (2013). "Optimal Government Size and Economic Growth in France (1871–2008): An Empirical Analysis." *Economic Modelling*, 34, 668-681.
- (7). Geffroy. J.B, (2014), Comment améliorer la mobilisation des ressources? par des taxes intelligentes, des dépenses productives; une perspective de long terme, de la transparence et de l'information ». Ecole des Sciences de la Gestion, Université du Québec à Montréal
- (8). Keen, M., & Simone, A. (2004). *Tax Policy in Developing Countries: Some Lessons from the 1990s*. National Tax Journal, 57(3), 595-609.
- (9). Maestri, V. (2018). "Taxation and Growth: A Review of the Empirical Literature." *European Journal of Political Economy*, 55, 297-304.
- (10). Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2017), Revenue Statistics in Latin America and the Caribbean. OECD Publishing, Paris.
- (11). Ostry, J. D., Loungani, P., & Furceri, D. (2016). Neoliberalism: Oversold?. *Finance & Development*, 53(2), 38-41.
- (12). Scully (2006), Innovation, public capital, and growth », *Journal of Macroeconomics*, n°44, pp 252-275, ELSEVIER,
- (13). Scully, G. W. (1995). "The Growth-Maximizing Tax Rate." *Public Choice*, 85(1-2), 71-85.
- (14). Scully, G. W. (2003). "Optimal Taxation, Economic Growth and Income Inequality." *Public Choice*, 115(3-4), 299-312.
- (15). Tanzi, V., & Zee, H. H. (2000). "Tax Policy for Emerging Markets: Developing Countries." IMF Working Paper, WP/00/35.